

# Bruxelles fait les yeux doux à l'agence européenne des médicaments

**Union européenne** La Belgique a lancé sa campagne pour accueillir l'EMA après le Brexit. Mais la concurrence est rude.

**D**ans la course pour accueillir l'Agence européenne des médicaments (EMA), qui quittera Londres après le Brexit, Bruxelles possède de sérieux atouts, fait valoir Didier Reynders. "Continuité du travail, synergies et connectivité" sont les points forts de la candidature belge, a précisé le ministre des Affaires étrangères (MR), mardi dans le bâtiment en construction "The One", situé rue de la Loi, au cœur du quartier européen, lors du lancement de la campagne belge pour attirer l'EMA et ses 900 employés. "Toute la Belgique est derrière le projet", en ce compris les trois Régions, a assuré M. Reynders.

L'opérateur immobilier Atenor assure que l'espace de 29077 mètres carrés sera prêt pour novembre 2018, et pleinement opérationnel à la date du Brexit, le 29 mars 2019. Le patron d'Atenor, Stéphan Sonnevile, a précisé que des responsables de l'EMA ont visité le chantier et fait part de leurs desiderata qui ont été pris en compte. M. Sonnevile ajoute que le loyer de "The One" se situe dans "la fourchette basse du marché et que le coût d'utilisation est très bas", sans donner de précision sur cette information "confidentielle". A bonne source, on évoque un prix compris entre 250 et 275 euros par mètre carré par an.

En matière de "synergies", Didier Reynders a plaidé que l'EMA se trouverait à un jet de pierre des institutions européennes et vanté la réputation internationale du secteur pharmaceutique belge. De plus, Bruxelles accueille plusieurs associations et fédérations professionnelles européennes actives dans le domaine de la santé, de la médecine, de la chimie ou de la pharmacie. Enfin, souligne encore le chef de la diplomatie belge, Reynders, Bruxelles est un hub connecté aux autres grandes métropoles européennes, dont Paris, Amsterdam, Londres et Francfort.

## Six critères

Bruxelles doit cependant composer avec dix-sept autres villes concurrentes. La Commission a publié, samedi dernier, ses évaluations de chaque candidature – sans établir de classement – en fonction des critères retenus par le Conseil européen en juin dernier. Parmi ceux-ci : la logistique du site et son accessibilité. Sont également pris en compte l'existence d'établissements scolaires internationaux pour les enfants du personnel de l'agence (Bruxelles est parée), ainsi que l'accès au marché du travail, à la sécu-

rité sociale et aux soins médicaux pour les enfants et les conjoints – ce que garantit la Belgique, mais pas d'autres candidats.

Importe au premier chef la continuité de l'activité de l'EMA : l'agence doit pouvoir prendre ses quartiers sans délai, et la ville candidate doit prouver sa capacité à conserver les membres de l'agence et en attirer de nouveau. A cet égard, selon un sondage interne à l'EMA, cité par plusieurs médias, les membres de l'agence sont peu enclins à être réinstallés à Bratislava, Bucarest, Sofia ou Zagreb, mais voient d'un bon œil un déménagement à Amsterdam, Barcelone ou Vienne. Bruxelles ne fait pas partie de leurs préférences, mais Didier Reynders assure que la capitale européenne a une longue tradition d'accueil des expatriés, dont ceux-ci n'ont qu'à se féliciter. Cela étant, la forte présence européenne à Bruxelles pourrait aussi jouer contre la candidature belge, l'équilibre géographique étant un critère de sélection. La Bulgarie, la Croatie et la Roumanie peuvent faire valoir qu'elles n'accueillent, jusqu'à présent, aucune agence européenne sur leur territoire.

Didier Reynders a dit espérer "une première sélection sur base de la qualité des projets, avant la décision politique". L'attribution des nouvelles implantations de l'EMA et de l'Autorité bancaire européenne, que la Belgique offre également d'accueillir (lire ci-contre) fera l'objet d'un marchandage politique. "Nous avons des soutiens", affirme Didier Reynders, sans s'étendre davan-

tagé sur le sujet. Les pays candidats présenteront leur projet lors du Conseil Affaires générales (CAG) d'octobre, puis le débat remontera au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement des 19 et 20 octobre. La décision finale sera prise, au terme d'une procédure de vote complexe lors du CAG de novembre.

Olivier le Bussy

*"Je vous donne rendez-vous pour la cérémonie d'inauguration."*

## Didier Reynders

C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères a conclu sa présentation de la candidature belge pour accueillir l'Agence européenne des médicaments.

## Épingle

La Belgique veut-elle vraiment l'Autorité bancaire européenne ?

**La Belgique a également posé la candidature** de Bruxelles pour accueillir l'Autorité bancaire européenne (EBA) qui quittera également ses quartiers londoniens après le Brexit, dans le bâtiment "Regent Park", sur le boulevard du Régent. Seule Vienne a également introduit une double candidature, tandis que la France a proposé Lille pour l'Agence européenne des médicaments (EMA) et Paris pour l'EBA.

Le dossier belge pour l'Autorité bancaire est moins étoffé et étayé que celui pour l'EMA. "C'est parce que nous avons d'abord commencé à travailler sur la candidature pour l'Agence des médicaments", justifie le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders. Qui assure que la Belgique mènera campagne pour accueillir l'EBA, sans toutefois préciser quand cette campagne sera lancée. La procédure interdit que les deux agences reviennent à un même Etat membre, et a fortiori à une même ville. Il semblerait que la Belgique mise essentiellement sur l'Agence européenne des médicaments, mais que sa candidature pour l'EBA pourrait servir d'outil de négociation. **OleB**

## Le Parlement européen met les points sur les “i” face à Londres

Véronique Leblanc  
Correspondante à Strasbourg

**T**heresa May a eu beau vouloir se montrer rassurante lors de son discours sur le Brexit prononcé à Florence le 22 septembre dernier, elle n'a pas plus amadoué la Commission européenne que le Parlement européen.

Réunis en séance plénière cette semaine à Strasbourg, les eurodéputés ont en effet adopté une résolution qui, si elle se félicite du ton plus positif du discours de la Première ministre britannique, acte des “progrès insuffisants” sur trois dossiers prioritaires : les droits des citoyens installés au Royaume-Uni, la question de la frontière irlandaise et le règlement des obligations financières du Royaume-Uni évaluées entre 60 et 100 milliards d'euros, sujet épineux s'il en est.

### Londres, quel numéro de téléphone ?

Le texte a rallié les groupes politiques les plus importants, des conservateurs aux Verts en passant par les socialistes et les libéraux. 557 voix contre 92 et 29 abstentions, il n'y avait pas photo : c'est bel et bien un front uni et déterminé que présente le Parlement rangé aux côtés de Michel Barnier, négociateur de la Commission européenne.

En substance, le message européen est le suivant : “Nous sommes soudés, et nous savons ce que nous voulons, alors que cela ne semble pas être le cas outre-Manche.” Manfred Weber, chef du groupe du Parti populaire européen

(droite et centre-droit) au Parlement, en a d'ailleurs fait sourire plus d'un, en actualisant au contexte la boutade prêtée à l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger (“L'Europe, quel numéro de téléphone ?”). “*Qui dois-je appeler à Londres ? Theresa May, Premier ministre, Boris Johnson, aux Affaires étrangères ou David Davis, ministre du Brexit ?*”, s'est interrogé l'Allemand. “Nobody knows”...

### Chaque chose en son temps

Quant à la période d'ajustement “post Brexit” réclamée par Theresa May à Florence, les eurodéputés n'y sont pas hostiles a priori mais ils ne l'envisagent que sous le régime de l'acquis communautaire et le contrôle de la Cour de Justice de l'Union européenne, instance à laquelle les Britanniques refusent de se soumettre une fois leur retrait effectif. Pour le Parlement européen tout comme pour Michel Barnier, à ce stade, il est donc exclu de discuter déjà d'une éventuelle période de transition ou du cadre de la future relation à nouer entre l'Union et le Royaume-Uni. Le message acté ce mardi à Strasbourg avant le prochain round de négociations prévu du 9 au 12 octobre est clair : chaque chose en son temps.

“*Nous devons nous mettre d'accord sur les termes du divorce et ensuite nous verrons si nous pouvons retrouver un peu de tendresse*”, avait d'ailleurs résumé Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne au début des débats.

## Theresa May, général contesté d'une armée déprimée

Tristan de Bourbon  
Envoyé spécial à Manchester (Royaume-Uni)

**Q**uatre mois après l'élection générale du 8 juin, les allées du congrès du parti conservateur, qui se tient à Manchester depuis dimanche et s'achève aujourd'hui, résonnent encore des lamentations quant à la perte de la majorité parlementaire. Les membres du parti, extrêmement moroses, n'ont pas hésité à juger sévèrement le travail de leurs dirigeants nationaux. “*Pourquoi quiconque voudrait devenir membre de ce parti, dont le programme de campagne a été conçu en secret dans un coin, dont les élus locaux sont ignorés par la direction nationale ?*”, demande froidement un conseiller municipal du nord de l'Angleterre à l'ancien président du parti Eric Pick-

les et à Graham Grady, président du puissant comité 1922, qui rassemble tous les députés conservateurs.

Un de ses collègues, candidat malheureux lors de l'élection générale, raconte ensuite avoir été “*menacé de sanctions par le parti si je refusais de suivre les indications précises décidées au niveau central à propos de ma campagne, alors que je savais qu'elles étaient totalement déconnectées de la réalité de ma circonscription et qu'elles ne me permettraient pas de gagner le siège*”. Et lorsqu'un autre élu demande “*Pourquoi faudrait-il faire confiance à Theresa May ?*”, les deux hauts responsables balbutient quelques phrases guère convaincantes.

A l'heure de prononcer aujourd'hui son premier grand discours de chef de parti depuis cette déroute électorale partielle, la Première ministre a indénia-

blement perdu de sa superbe. Et pas uniquement auprès de la base du parti. Un journaliste politique du "Sunday Times", de tendance conservatrice, a récemment révélé que les hommes forts de son gouvernement ont réfléchi à se débarrasser d'elle dès l'annonce du résultat de l'élection.

#### La menace Boris Johnson se précise

Preuve de ce malaise, Theresa Mays se trouve depuis plusieurs semaines dans l'ombre de son ministre des Affaires étrangères Boris Johnson. Avec ses collègues Brexiteurs, l'ancien maire de Londres s'est révélé être la star du congrès. *"Nous avons besoin de Boris et de ses sorties qui donnent un point de vue positif sur l'avenir du Royaume-Uni post-Brexit"*, a lancé lundi le député Jacob Rees-Mogg devant une audience surchauffée. Le chef de file de l'aile dure du parti avait

auparavant pris soin de réclamer *"de soutenir Theresa May (...) et de mettre fin aux appels à son remplacement"*.

Lors de son discours mardi, un "Bojo" chaudement applaudi a répété cet appel et loué la cheffe du gouvernement. *"Theresa May a gagné (l'élection) ! Elle a gagné plus de votes que n'importe quel dirigeant de parti et a emporté ce parti à son plus haut pourcentage de votes que durant aucune autre élection de ces vingt-cinq dernières années. Le pays tout entier a une dette envers elle en raison de sa fermeté à mener le Royaume-Uni vers un grand accord sur le Brexit."*

Même s'il sait l'autorité de Theresa May fortement compromise, Boris Johnson n'entend pas la renverser dès à présent, au risque de se brûler les ailes durant les négociations du Brexit. Ce qui ne remet pas en cause sa volonté de devenir le prochain chef du gouvernement.